

Tim Phillips [00:00:00] :

Bienvenue dans VoxTalks Economics, enregistré en direct du PSE CEPR Policy Forum à l'École d'économie de Paris. Je suis Tim Phillips. Dans cet épisode, nous nous demandons si nous pouvons maintenir nos institutions politiques avec le niveau d'inégalité actuel. Ce matin, dans son discours liminaire, Thomas Piketty a déclaré que l'inégalité économique conduit à l'inégalité politique. À quoi cela ressemble-t-il et comment pouvons-nous résoudre le problème ? Julia Cagé, de Sciences Po, est l'experte en matière d'inégalité politique. Elle vient d'en parler. Julia. Bienvenue sur VoxTalks.

Julia Cagé [00:00:46] :

Bonjour.

Tim Phillips [00:00:48] :

Merci de faire cette émission si rapidement après votre conférence. L'une des choses dont vous avez parlé est la participation aux élections, qui a baissé récemment. Quelle est la gravité de ce problème de participation ?

Julia Cagé [00:00:59] :

C'est un problème très grave si vous considérez que la démocratie représentative nécessite que les gens votent. Et si les gens ne votent pas, c'est parce qu'ils ne croient plus en la démocratie représentative, dans un sens. Si vous regardez nombre de pays, si vous regardez la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, la baisse de participation au cours des dernières décennies a été impressionnante. Lors de certaines élections, moins de 50 % de la population se rend aux urnes. Cela signifie que la moitié des gens ne croient pas aux élections et préfèrent rester chez eux. Pour certaines élections, bien sûr, il y a des variations. Par exemple, lors des dernières élections aux États-Unis, la situation s'est légèrement améliorée, mais la tendance générale est plutôt mauvaise.

Tim Phillips [00:01:39] :

Souvent, notre compréhension initiale de ce sujet est que les pauvres ne votent pas. Est-ce le cas ?

Julia Cagé [00:01:43] :

C'est le cas aujourd'hui. Si vous regardez la différence historique de vote entre les pauvres et les riches, vous voyez que les pauvres votent plus que les riches. C'est quelque chose qui est connu depuis quelques années par les données d'enquête, mais aussi dans un travail de recherche que nous avons conduit avec Thomas Piketty pour un livre qui sera publié en français cet automne, et l'année prochaine en anglais. Nous avons examiné la différence entre le vote des pauvres et celui des riches, non seulement dans les années 80 ou 90, mais depuis le début du 19e siècle. Et ce qui est vraiment frappant, si vous regardez les données, c'est que tout d'abord, dans les années 50, 60, 70, 80 en France, les pauvres votaient en fait plus que les

riches, et que le différentiel de vote entre les pauvres et les riches est aujourd'hui beaucoup plus élevé qu'au 19e siècle. Il s'agit donc d'un phénomène nouveau. Cela signifie que nous devrions réfléchir à deux fois à l'explication que nous avons l'habitude de donner dans la littérature, en disant simplement que les pauvres sont moins éduqués ou moins intéressés par la politique ou qu'ils sont plus paresseux lorsqu'il s'agit de participation. Ce n'est pas le cas. Ils ont beaucoup plus voté au cours des dernières décennies. La question est donc de savoir pourquoi ils ont décidé d'arrêter de voter.

Tim Phillips [00:02:44] :

La question dont nous parlons est donc l'inégalité politique. Pourriez-vous définir ce qu'est l'inégalité politique ? C'est un terme un peu glissant.

Julia Cagé [00:02:53] :

Je pense que je ne peux pas donner une bonne définition. Et il existe une dizaine de définitions différentes dans la littérature. Je peux vous dire ce qui m'intéresse. Ce qui m'intéresse, ce sont les différentes stratégies que les riches peuvent utiliser pour influencer le débat et le jeu politique. Ils peuvent le faire en donnant de l'argent directement aux partis et aux campagnes politiques, et c'est un point sur lequel nous avons beaucoup de preuves dans la littérature. Ils peuvent le faire en faisant des dons à des œuvres de bienfaisance. Et l'une des choses que j'ai documentées dans mon travail est le fait que les dons caritatifs des riches ont tendance à être motivés par des considérations politiques et qu'ils peuvent le faire. Enfin, cela ne faisait pas partie de la conférence, mais c'est également un sujet qui m'intéresse : l'achat et le contrôle des médias. Il s'agit donc de la première dimension de l'inégalité politique, dans un sens : si les riches donnent beaucoup plus à des organisations caritatives ayant une dimension politique ou à des partis politiques, ou s'ils ont des intérêts plus importants dans les médias, en fin de compte, il est difficile de définir la démocratie comme étant "une personne, un vote". Il s'agit plutôt d'un euro ou d'un dollar pour une voix, car les riches ont un intérêt plus grand à maîtriser le jeu politique. C'est donc la première dimension de l'inégalité politique qui m'intéresse.

La deuxième dimension est la représentation. Je pense que nous devons tenir compte de deux éléments différents. Le premier est la représentation substantielle. Le fait que les préférences des pauvres ne soient pas prises en compte et que celles des riches le soient dans une large mesure par les hommes politiques. La seconde, qui a été trop ignorée, du moins dans la littérature économique, alors que les travaux des sociologues et des politologues sont beaucoup plus nombreux, est la question de la représentation descriptive. Il s'agit là de la question de l'identité des hommes politiques. Si l'on compare les caractéristiques des hommes politiques à celles des citoyens, et en particulier, vous savez, s'ils étaient des ouvriers ou des employés avant de devenir des hommes politiques, on constate un degré élevé de non-représentativité des députés dans un certain nombre de démocraties occidentales.

Tim Phillips [00:04:38] :

Prenons-les dans l'ordre. Tout d'abord, en ce qui concerne les données sur les dons que vous examinez, nous avons l'habitude de voir des données sur les dons politiques, le lobbying, et il est assez clair que cela influence le processus. Pourquoi vous concentrez-vous sur les organisations caritatives ?

Julia Cagé [00:04:54] :

Tout d'abord, parce qu'en fait, si vous regardez les dons caritatifs, ils ont tendance à être beaucoup plus importants en moyenne que les dons politiques. En fait, si l'on se concentre uniquement sur les dons politiques, on passe à côté d'une partie de l'histoire. Deuxièmement, il existe un grand nombre de choses différentes que nous appelons des œuvres de bienfaisance. Par exemple, les groupes de réflexion sont inclus dans la catégorie des organisations caritatives. Cela signifie d'ailleurs que les riches peuvent bénéficier d'une déduction fiscale lorsqu'ils font un don à un groupe de réflexion. Ainsi, pour de nombreuses personnes riches, en particulier dans les pays où les dons politiques sont plafonnés elles ne peuvent pas donner autant d'argent qu'ils le souhaitent pour acheter de l'influence politique. Elles vont alors utiliser les dons caritatifs comme un autre moyen d'acheter cette influence politique.

Tim Phillips [00:05:29] :

Et ce phénomène est très répandu parmi les riches et les ultra-riches de la population.

Julia Cagé [00:05:33] :

La grande différence entre les dons politiques et les dons caritatifs est que la part des donateurs, en particulier parmi les pauvres, est beaucoup plus faible pour les dons politiques que pour les dons caritatifs. En termes de concentration, la part des donateurs est plus élevée pour les dons caritatifs, y compris parmi les pauvres, mais ils donnent beaucoup moins. Et comme il n'y a pas de plafond pour les dons de bienfaisance, les riches donnent beaucoup plus. En valeur, si l'on considère la concentration globale des dons de bienfaisance, elle est égale, voire supérieure, à celle des dons politiques.

Tim Phillips [00:06:00] :

C'est inhabituel parce que toute la conférence parle d'inégalité aujourd'hui. On pense que les dons de charité sont, en général, une bonne chose. Ils proviennent des riches et servent à aider une cause charitable. Ce n'est pas votre cas.

Julia Cagé [00:06:14] :

J'espère donc vous faire changer d'avis. Non, ce n'est pas ma vision parce que ce n'est pas le cas. Mais je ne suis pas la seule à travailler sur ce sujet. Il y a notamment un excellent livre de Rob Reich de l'Université de Stanford qui s'appelle *Just Giving*. Il a été publié en 2018 et a vraiment montré que la majorité des dons de charité aux États-Unis ne profitent pas aux pauvres. Ils ne profitent pas aux pauvres, mais aux riches. Il s'avère que lorsque vous faites un don caritatif, vous bénéficiez d'une déduction fiscale. En fin de compte, vous utilisez l'argent public pour subventionner des dons qui profiteront davantage aux riches qu'aux pauvres. En termes de redistribution, ce n'est donc pas du tout la même chose que l'impôt uniforme. Il s'agit d'une mesure anti-redistributive.

Tim Phillips [00:06:51] :

Oh là là. Parlons aussi de la représentation, de l'identité des hommes politiques. Tout d'abord, vous avez montré un graphique montrant combien de politiciens sont issus de la classe ouvrière dans différents pays et au Royaume-Uni, il n'y en a presque plus.

Julia Cagé [00:07:06] :

Dans des pays comme les États-Unis et la France, ce nombre a toujours été bas. Il n'y a pas beaucoup de cols bleus. La tendance est à la baisse, mais à partir d'un niveau très bas. Au Royaume-Uni, c'est différent, car si l'on regarde les années 50 et 60 au Royaume-Uni pour les membres du parti travailliste, il y avait jusqu'à 30, 34, 35 % des députés du parti travailliste qui étaient issus de la classe ouvrière. Cela n'a jamais été le cas pour les conservateurs, mais les cols bleus étaient très bien représentés parmi les députés du parti travailliste, ce ratio s'est effondré en particulier depuis les années 1980 et 1990. Aujourd'hui, la proportion est aussi faible pour le parti travailliste que pour le parti conservateur, ce qui n'est pas très loin de zéro.

Tim Phillips [00:07:45] :

Savons-nous pourquoi ?

Julia Cagé [00:07:47] :

On peut avoir différentes explications. L'explication que je préfère, lorsque je regarde les données et ce qui s'est passé en même temps, c'est qu'à la fin des années 1980 et dans les années 1990, des réformes ont été mises en œuvre, en partie sous l'impulsion de Margaret Thatcher. C'était une bonne idée pour elle de détruire le parti travailliste et de rendre plus difficile le financement des partis politiques par les syndicats britanniques. En particulier avant les réformes ce financement, le financement se faisait par défaut. Ainsi, si vous étiez membre d'un syndicat, vous financiez automatiquement le parti choisi par le syndicat. Elle a transformé ce système en une participation facultative et choisie. Vous deviez donc désormais indiquer que vous souhaitiez financer un parti de votre choix. Ainsi, la part du financement des partis travaillistes provenant des syndicats a fortement diminué depuis la fin des années 1980 et 1990. Si l'on examine les données, on constate que de plus en plus de grands donateurs, de plus en plus de millionnaires et de milliardaires, financent le parti travailliste. Certains d'entre eux, comme au Royaume-Uni, ce qui est assez frappant dans les données, vont même se présenter pour le parti travailliste. En gros, ils paient leur siège, mais pour certains d'entre eux, ils achètent des politiques indirectement en finançant le parti. Il s'agit donc d'un parti qui était financé par les syndicats et qui, d'une certaine manière, défendait les préférences politiques de ces syndicats, c'est-à-dire les cols bleus, et qui reçoit désormais de l'argent de personnes très riches et dont la politique économique est beaucoup moins redistributive qu'auparavant. Ça a été comme un tournant au Royaume-Uni et nous allons observer les conséquences. Le parti travailliste connaît actuellement un certain nombre de changements, mais le tournant s'est produit sous Tony Blair, comme en témoignent les données relatives aux dons et aux votes, ainsi que le type de politique mis en œuvre. De ce point de vue, Tony Blair marque la fin du « parti travailliste des cols bleus » au Royaume-Uni.

Tim Phillips [00:09:13] :

Pour tous ceux qui écoutent et qui sont plus jeunes que moi, Tony Blair a été élu en 1997 pour le parti travailliste, mais ce n'était pas le même type de parti travailliste auparavant. Le parti travailliste était dominé par les syndicats.

Julia Cagé [00:09:24] :

C'était à la fin de l'année 1997.

Tim Phillips [00:09:33] :

Mais est-ce que cela a de l'importance, Julia ? Si vous avez le même nombre de députés et qu'ils viennent du même parti, est-ce que leur parcours avant d'entrer au Parlement a vraiment de l'importance ?

Julia Cagé [00:09:43] :

C'est importante pour deux raisons. Premièrement, parce que les députés ne votent pas de la même manière selon leur origine. Cela a été très bien documenté, en particulier dans le cas des États-Unis, par un livre de Nicholas Carnes intitulé *White Collar Government*, qui montre vraiment que même au sein du Parti républicain, ou du Parti démocrate, les cols bleus et les cols blancs ne votent pas de la même manière. C'est la première raison. Cela a donc un impact direct sur le type de politiques qui sont mises en œuvre et je pense que nous devrions en tenir compte davantage, même si cela a été souvent ignoré. Je pense aussi que c'est important parce que les gens se soucient de la représentation descriptive, ils se soucient d'avoir des députés qui leur ressemblent. Et c'est quelque chose que nous voyons dans les données. En particulier, si vous regardez la participation.

Si vous vous intéressez au Royaume-Uni, j'ai produit un article sur ce sujet avec Edgar Dewitte qui était étudiant en doctorat à Sciences Po et qui rejoint l'Université d'Oxford en ce moment. C'est bon pays pour étudier ce sujet, en étudiant la politique britannique. L'une des choses que nous avons faites est de cartographier sur 20ème siècle les caractéristiques des différentes circonscriptions et les caractéristiques de tous les candidats se présentant dans ces circonscriptions. L'une des choses les plus frappantes dans les résultats que nous avons obtenus est que la participation moyenne est plus faible lorsque l'écart entre les caractéristiques des candidats et celles de la circonscription est plus important. En gros, les gens votent moins lorsque les candidats leur ressemblent moins. Cela pourrait également expliquer pourquoi la participation politique a tant baissé ces dernières années.

Tim Phillips [00:11:04] :

Je note que certains pays ont désormais des quotas de députés pour assurer cette représentation descriptive. Cette mesure a-t-elle contribué à réduire les inégalités politiques ?

Julia Cagé [00:11:18] :

C'est une chose que nous avons étudiée en Inde et qui a été mise en place à la fin de la colonisation de l'Inde. Ils ont décidé de créer des districts de réserve pour les basses castes. Ce n'est pas comme s'il y avait un quota de candidats issus des basses castes dans tous les districts, mais dans un petit nombre de circonscriptions, il est possible de voter parmi ces castes. Cette question a été étudiée en particulier par Francesca Jensenius, une politicienne norvégienne. Et ce qu'elle a montré, c'est qu'en l'absence de cette mesure, la représentation de ces castes serait encore plus faible que ce que nous observons aujourd'hui. Alors oui, c'est une bonne chose. Si vous regardez la parité homme-femme, par exemple, la seule solution permettant qu'elle s'améliore au fil du temps est l'introduction de quotas. Ce n'est possible que par une modification de la loi. Si l'on observe le déclin de la parité sociale, on constate que si l'on ne modifie pas la loi, la situation s'aggravera à l'avenir. On pourrait dire que la bonne nouvelle, c'est qu'étant donné qu'elle est déjà proche de zéro, elle pourrait ne pas s'aggraver davantage. Mais c'est un peu ironique.

[Voiceover] [00:12:19] :

Comment fonctionne le financement des campagnes électorales ? En octobre 2020, Julia a révélé le coût d'un vote lors des élections britanniques et françaises. Écoutez notre épisode intitulé *The Price of a Vote* (Le prix d'un vote).

Tim Phillips [00:12:36] :

Julia, il y a beaucoup de jeunes qui arrivent à l'âge de voter et qui ne sont pas particulièrement motivés par la possibilité de voter. Mais ils sont politiquement actifs par d'autres moyens, par l'action directe, par la manifestation. Si c'est ainsi qu'ils exercent leur politique, le déclin de la participation est-il un tel problème ? Parce qu'ils trouvent d'autres moyens d'améliorer leur monde ?

Julia Cagé [00:13:00] :

C'est un problème parce que, même s'il est évident qu'ils trouvent d'autres moyens d'améliorer le monde et qu'ils le font, c'est très bien, mais protester n'est pas suffisant. En France, par exemple, des manifestations ont eu lieu en janvier, février et mars pour protester contre la réforme des retraites, mais elle a tout de même eu lieu. Donc la seule chose à faire si vous ne voulez pas de cette réforme des retraites, c'était d'aller voter contre Macron au moment des élections législatives ou présidentielles. Maintenant on proteste et j'ai soutenu cette protestation et pour être tout à fait clair, j'y suis allée, j'ai défilé et j'étais dans la rue : ça n'a pas suffi. Donc la seule chose qui peut vraiment aider en plus de tout le reste, ce n'est pas quelque chose qui peut se substituer, c'est vraiment d'aller choisir ses propres dirigeants politiques.

Tim Phillips [00:13:48] :

Êtes-vous optimiste pour les effets d'éventuelles réformes, par exemple le plafonnement des contributions aux campagnes électorales, qui pourraient changer la situation ? Sont-elles suffisantes pour changer la situation ?

Julia Cagé [00:13:59] :

Cela dépend du pays. Je dirais qu'aux États-Unis, je suis plutôt pessimiste, alors qu'en France, j'ai encore un peu d'espoir, notamment parce qu'il s'agit d'un sujet sur la table et que l'opposition s'est engagée à le faire. J'espère donc que lorsqu'ils seront élus, ils le feront. Dans un pays comme le Royaume-Uni, c'est compliqué. Vous disposez d'un très grand nombre de rapports à ce sujet. Tim Besley a également réalisé de très bons travaux à ce sujet, en essayant de voir si, au bout du compte, cela fonctionnera ou non. Le grand problème au Royaume-Uni, c'est qu'il y a un compromis entre le parti travailliste qui veut limiter les dons et le parti conservateur qui dit d'accord, mais pas de dons des syndicats, et que la position d'équilibre, c'est de ne rien faire. Il n'est jamais bon de ne rien faire, en particulier lorsque le taux de participation est si faible. La seule chose importante est que si les jeunes ne vont pas voter, les partis ne vont pas promouvoir un programme de réforme du système électoral et en particulier du financement des campagnes électorales. Ils devraient donc faire les deux. Mais je pense que cela fait partie de notre responsabilité, en tant que personnes travaillant sur l'inégalité politique, de les convaincre que c'est important et qu'ils devraient en tenir compte.

Tim Phillips [00:14:58] :

C'est le message qu'il faut faire passer : allez voter. Julia, merci beaucoup.

Julia Cagé [00:15:04] :

Aux jeunes : Allez voter ! Mais pour les politiciens : réformez le système car les jeunes ont raison quand ils ne votent pas car ils ne croient plus en la démocratie représentative. La démocratie représentative ne fonctionne pas bien à ce jour. La bonne nouvelle, c'est que nous savons comment y remédier. Alors disons à nos politiciens de changer le système et puis disons aux jeunes que vous n'aurez plus de raisons de ne pas aller voter.

Tim Phillips [00:15:26] :

Julia, merci beaucoup.

[Voiceover] [00:15:30] :

C'était un VoxTalk enregistré au Paris School of Economics CEPR Policy Forum, 2023. Si vous aimez ce que vous entendez, abonnez-vous. Vous pouvez nous trouver partout où vous écoutez vos podcasts, et vous pouvez écouter des extraits d'épisodes passés et futurs en nous suivant sur notre Instagram *Voxtalks Economics*.